

RCS : NANTERRE

Code greffe : 9201

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2016 B 05632

Numéro SIREN : 339 379 984

Nom ou dénomination : SAUR

Ce dépôt a été enregistré le 24/07/2020 sous le numéro de dépôt 22376

Greffe du tribunal de commerce de Nanterre



Documents comptables déposés en annexe du RCS

Dépôt :

Date de dépôt : 24/07/2020

Numéro de dépôt : 2020/22376

Déposant :

Nom/dénomination : SAUR

Forme juridique : Société par actions simplifiée

N° SIREN : 339 379 984

N° gestion : 2016 B 05632



Saur

Exercice clos le 31 décembre 2019

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels



A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized first name followed by a surname.

KPMG S.A.
2, rue Gambetta
CS 60055
92066 Paris-La Défense cedex
S.A.S. au capital de € 5 497 100
775 726 417 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

ERNST & YOUNG Audit
Tour First
TSA 14444
92037 Paris-La Défense cedex
S.A.S. à capital variable
344 366 315 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Saur

Exercice clos le 31 décembre 2019

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Aux Associés de la société Saur,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décisions collectives des associés, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Saur relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le président le 29 avril 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- ▶ Les titres de participation figurant à l'actif du bilan de votre société sont évalués selon les modalités présentées dans le paragraphe « Immobilisations financières » de l'annexe aux comptes annuels.
- ▶ Une provision est constituée au passif du bilan de votre société pour un montant de M€ 102,3 au 31 décembre 2019 selon les modalités présentées dans le paragraphe « Provisions » de l'annexe aux comptes annuels. Elle s'inscrit dans le cadre de la gestion déléguée de services publics et de l'obligation de renouveler les installations de distribution d'eau et d'assainissement afin de les maintenir en l'état.
- ▶ Le chiffre d'affaires de votre société est constitué notamment par une estimation au titre des volumes d'eau consommés mais non encore facturés en fin d'année, comme indiqué au paragraphe « Ventilation du chiffre d'affaires » de l'annexe aux comptes annuels.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président arrêté le 29 avril 2020 et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés à l'exception du point ci-dessous. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêt des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication aux associés appelés à statuer sur les comptes.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-4 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : le rapport de gestion n'inclut pas les informations relatives au nombre de factures reçues et émises non réglées à la date de clôture et dont le terme est échu prévues par cet article.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Saur
Exercice clos le 31 décembre 2019

2



Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

Saur
Exercice clos le 31 décembre 2019

3



- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 30 avril 2020

Les Commissaires aux Comptes

KPMG S.A.



Bertrand de Nuce

ERNST & YOUNG Audit



Stéphanie Merle-Mortel

Saur
Exercice clos le 31 décembre 2019

4

SAUR

**11 Chemin de Bretagne
92130 ISSY-LES-MOULINEAUX**

Comptes au 31/12/2019

BILAN

Bilan Actif	3
Bilan Passif	4

COMPTE DE RESULTAT

Compte de résultat - Partie 1	7
Compte de résultat - Partie 2	8

REGLES, METHODES ET FAITS SIGNIFICATIFS

Règles et méthodes comptables	11
Faits significatifs	16

INFORMATIONS SUR LE BILAN ET LE RESULTAT

Actif immobilisé	20
Amortissements	21
Provisions et dépréciations	22
PROVISIONS JUSTIFIEES ET NON JUSTIF - 2019	23
Relations avec les entreprises liées	24
Charges à payer et produits à recevoir	25
Charges et produits constatés d'avance	26
Charges à répartir	27
Echéances des créances et dettes	28
Créances et dettes représentées par des effets	29
Ecart de conversion	30
Impositions différées	31
Incidences des évaluations fiscales dérogatoires	32
Composition du capital social	33
Variation des capitaux propres	34
Ventilation du chiffre d'affaires	35

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

Tableau filiales - 2019	38
Effectif moyen	39
Rémunération des organes de direction et des dirigeants	40
Engagements de crédit-bail	N/A *
Engagements hors bilan	41

* : N/A Non applicable



[Signature]

BILAN



Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2019	31/12/2018
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	225 305	198 750	26 555	31 555
Fonds commercial	1 383 669	190 058	1 193 611	1 208 611
Autres immobilisations incorporelles	206 746 150	164 461 137	42 285 014	7 916 817
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	7 436 895	3 659 510	3 777 385	3 811 299
Constructions	37 306 437	32 126 691	5 179 746	5 835 459
Installations techniques, matériel, outillage	129 062 301	97 311 942	31 750 358	29 013 671
Autres immobilisations corporelles	235 872 995	161 547 367	74 325 628	74 464 501
Immobilisations en cours	23 385 592		23 385 592	41 496 206
Avances et acomptes	211 147		211 147	2 632
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	548 167 483	307 228 692	240 938 791	247 077 369
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	636 830	104 727	532 102	544 802
Prêts	11 480 325		11 480 325	10 541 395
Autres immobilisations financières	1 514 620		1 514 620	1 396 198
ACTIF IMMOBILISE	1 203 429 750	766 828 874	436 600 875	423 340 515
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	21 198 426		21 198 426	17 563 654
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	1 669 456		1 669 456	1 919 870
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	899 204 532	46 440 436	852 764 096	833 155 552
Autres créances	229 650 900	18 231	229 632 668	223 798 518
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
(dont actions propres :)				
Disponibilités	27 678 673		27 678 673	16 401 575
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	36 796 693		36 796 693	36 478 658
ACTIF CIRCULANT	1 216 198 680	46 458 667	1 169 740 013	1 129 317 826
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	2 419 628 429	813 287 541	1 606 340 888	1 552 658 341

Rubriques	31/12/2019	31/12/2018
Capital social ou individuel (dont versé : 101 529 000)	101 529 000	101 529 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	10 152 900	10 152 900
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		-90 050 660
Report à nouveau	40 086 745	89 834 896
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	18 162 760	40 787 957
Subventions d'investissement	1 161 753	1 225 420
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	171 093 158	153 479 513
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	31 450 097	27 527 613
Provisions pour charges	131 296 654	155 034 877
PROVISIONS	162 746 751	182 562 491
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	10 183 712	8 998 784
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	316 615 228	288 141 827
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	180 102 333	182 895 144
Dettes fiscales et sociales	187 113 476	183 572 388
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	22 657 811	17 125 312
Autres dettes	536 931 847	518 795 747
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	18 896 572	17 087 135
DETTES	1 272 500 979	1 216 616 338
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	1 606 340 888	1 552 658 341



[Signature]

COMPTE DE RESULTAT



A handwritten signature in black ink, appearing to be "M. M. M." followed by a flourish.

Rubriques	France	Exportation	31/12/2019	31/12/2018
Ventes de marchandises				152
Production vendue de biens	933 323 798		933 323 798	913 475 715
Production vendue de services	520 459 312		520 459 312	490 463 716
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	1 453 783 110		1 453 783 110	1 403 939 583
Production stockée				
Production immobilisée			46 531 348	32 778 468
Subventions d'exploitation			308 685	164 026
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			67 373 467	62 688 361
Autres produits			4 216 664	7 637 007
PRODUITS D'EXPLOITATION			1 572 213 274	1 507 207 446
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			218	170
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			15 964 377	13 649 072
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			-3 634 772	-3 618 722
Autres achats et charges externes			1 080 501 040	1 016 791 148
Impôts, taxes et versements assimilés			22 106 707	23 636 597
Salaires et traitements			201 692 080	194 557 808
Charges sociales			92 590 501	87 004 345
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			39 674 606	35 604 175
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			24 801 967	22 868 570
Dotations aux provisions			7 805 259	12 988 681
Autres charges			21 786 267	12 677 842
CHARGES D'EXPLOITATION			1 503 288 250	1 416 159 687
RESULTAT D'EXPLOITATION			68 925 024	91 047 759
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée			17 012 018	4 633 225
Perte supportée ou bénéfice transféré			238	
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			11 688 274	9 899 481
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			114 960	148 551
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges			133 000	16 263 500
Différences positives de change			249	22 576
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			11 936 483	26 334 107
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			12 716 080	12 475 486
Intérêts et charges assimilées			2 816 695	4 626 959
Différences négatives de change			8 254	20 376
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			15 541 030	17 122 821
RESULTAT FINANCIER			-3 604 547	9 211 286
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			82 332 257	104 892 270

Rubriques	31/12/2019	31/12/2018
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital	1 723 341	2 640 973
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	23 893 288	1 828 374
PRODUITS EXCEPTIONNELS	25 616 629	4 469 347
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	52 521 095	20 059 911
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	4 974 789	1 408 676
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	18 241 983	28 265 986
CHARGES EXCEPTIONNELLES	75 737 867	49 734 574
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-50 121 238	-45 265 226
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	7 506 049	10 729 145
Impôts sur les bénéfices	6 542 210	8 109 941
TOTAL DES PRODUITS	1 626 778 404	1 542 644 125
TOTAL DES CHARGES	1 608 615 644	1 501 856 168
BENEFICE OU PERTE	18 162 760	40 787 957



REGLES, METHODES ET FAITS SIGNIFICATIFS



A handwritten signature in black ink, appearing to be "M. M. M." followed by a flourish.

PRINCIPES

Les états financiers ont été établis en conformité avec le règlement de l'Autorité des Normes Comptables N° 2014-03 mis à jour par le règlement ANC 2016-07 du 4 novembre 2016.

Les conventions générales comptables ont été appliquées en conformité avec le Plan Comptable Général, dans le respect du principe de prudence, et suivant les hypothèses de base suivantes :

- Continuité de l'exploitation,
- Indépendance des exercices,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euros.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont présentées ci-après.

MÉTHODES D'ÉVALUATION

Immobilisations Incorporelles

Les dépenses ayant le caractère de frais d'établissement ainsi que les frais de recherche et de développement sont pris en charge à 100 % dans l'exercice.

Les logiciels de bureautique acquis à des tiers, dont la valeur d'achat est supérieure à 500 € sont comptabilisés en immobilisations incorporelles et amortis linéairement sur 1 an prorata temporis. Les autres logiciels et développements informatiques sont amortis linéairement sur une durée comprise entre 3 et 7 ans.

Les fonds commerciaux liés à des contrats représentatifs d'avantages économiques futurs et pouvant être évalués de manière fiable sont inscrits en Fonds de Commerce et amortis de façon linéaire sur la durée du contrat auquel ils sont attachés.

Les immobilisations à durée de vie illimitée font l'objet de test de valeur à chaque clôture.

Immobilisations Corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition hors taxes déductibles. Les frais accessoires non représentatifs d'une valeur vénale sont portés directement en charges dans l'exercice.

Durée de vie :

Constructions	20 ans
Agencements	10 ans
Compteurs	10 ans
Outillage d'exploitation	4 ans
Matériel de transport	4 à 6 ans
Véhicules spécialisés	5 ans
Micro-informatique	3 ans
Matériel de bureau	5 ans
Mobilier de bureau	10 ans

Changement de méthode de comptabilisation de la télérelève à compter du 01/01/2018

Les dépenses liées à la mise en place de la Tél Relève dans le cadre des contrats d'exploitation ont été reclassées d'immobilisations incorporelles en immobilisations corporelles.

Production immobilisée

L'évaluation de la production immobilisée comprend :

> Les dépenses directes :

- achats (y compris matériaux approvisionnés sur le chantier)
- frais de personnel (charges incluses)
- impôts et taxes

- > Les prestations internes directement liées à la production.
- > Les charges à payer (factures non parvenues, etc....) et/ou charges constatées d'avance.
- > Les dépenses de travaux et prestations exécutées par des tiers compte-tenu des régularisations portées aux comptes de charges à payer (factures non parvenues, etc...) ou charges constatées d'avance.
- > Une quote-part des frais généraux et amortissements de l'exercice (à l'exception des amortissements dérogatoires).

NOTA : Tous ces éléments sont valorisés HT.

Amortissements

Les amortissements pratiqués à hauteur de l'amortissement linéaire correspondent, compte-tenu de l'activité de l'entreprise, à des amortissements économiquement justifiés.

Amortissements Exceptionnels

Des amortissements exceptionnels, issus de textes fiscaux, sont pratiqués et traités comme tels.

Immobilisations Financières

Les titres de participations et autres titres sont comptabilisés à leur coût d'acquisition, sous déduction des dépréciations déterminées à partir de la situation nette des sociétés concernées, éventuellement rectifiées pour tenir compte de l'intérêt de ces sociétés et de leurs perspectives de plus-value, d'activité et de développement. Lorsqu'il existe une indication objective de la dépréciation des titres, celle-ci est constatée en résultat.

En outre, des dépréciations des comptes courants, et/ou des provisions pour risques sont constituées en cas d'existence de situations nettes négatives.

Provisions réglementées

Ces provisions sont évaluées conformément aux textes en vigueur.

Subventions d'investissements

Les subventions d'investissements sont comptabilisées à leur encaissement et sont reprises en résultat exceptionnel au rythme des amortissements des immobilisations correspondantes. Les subventions ayant pour contrepartie des immobilisations non amortissables (ex : terrains) sont amorties linéairement sur 10 ans.

Provisions pour Risques et Charges

Ces provisions sont constituées en fonction de la charge ou du risque à prévoir, résultant d'évènements en cours à la clôture de l'exercice.

Entrent dans cette catégorie de provisions :

- Provision pour renouvellement
- Provision pour fin de chantier, fin d'affaire et pertes à terminaison
- Provision pour travaux d'entretien différé
- Provision pour litiges
- Provision pour amendes et pénalités
- Provision pour risques complémentaires sur situation nette négative des filiales
- Provision pour amortissements de caducités
- Provision pour avantages au personnel (médailles du travail)
- Autres provisions pour Risques et Charges

Provisions pour Renouvellement

Dans le cadre de la gestion déléguée de services publics, nous sommes amenés à utiliser des installations appartenant aux collectivités locales. Néanmoins, l'entretien, voire le renouvellement de ces équipements peut nous incomber contractuellement en tout ou partie.

L'obligation de renouvellement consiste en l'engagement de procéder au remplacement du bien à l'identique afin de permettre la continuité de l'exploitation ou le maintien d'un niveau de productivité donné.

En fin de contrat, tous ces biens doivent être remis à titre gratuit à la collectivité.

Il existe actuellement 3 clauses contractuelles de renouvellement :

1 - Le programme : Le contrat décrit sans équivoque les éléments qui devront avoir été renouvelés, suivant un planning indicatif, avant la fin du contrat.

2 - Le compte : Le contrat prévoit un montant annuel de dépenses à engager sur des ensembles précis de biens, sans obligation de renouveler chacun de ces biens.

En programme et en compte, le contrat prévoit en général la restitution, en fin de contrat, par le délégataire des sommes relatives aux éléments non renouvelés (programme) ou aux sommes non dépensées (compte). Il y a obligation de moyens.

D'un point de vue comptable, l'obligation est linéarisée sur la durée du contrat. A chaque arrêté, les dépenses cumulées engagées sont comparées à cette obligation au stade. Les retards sont provisionnés, et si les dépenses réelles totales n'excèdent pas l'obligation totale, les avances sont reprises en charges constatées d'avance.

3 - La garantie : Le contrat stipule que le délégataire assure à ses risques et périls le remplacement des biens dont le renouvellement est à sa charge sans être déjà prévu en programme ou en compte.

Lorsque l'obligation de renouvellement relève de la garantie, le délégataire dote une provision linéairement sur la durée de vie prévisionnelle du bien, dans la mesure où son renouvellement est prévu avant la fin du contrat. Aucune restitution ne peut être prévue. Il y a une obligation de résultat.

Il est possible sur un contrat de combiner le programme, le compte et la garantie.

Modalités comptables retenues à compter du 1er avril 2008

- le retard pris au cours de l'exercice sur le montant annuel linéaire devant être dépensé, est comptabilisé en " 6051xx - Charges à payer de renouvellement " avec contrepartie au passif en " 4433xx - Dettes aux collectivités - Renouvellement ".

Provisions pour Pertes à Terminaison

Les marchés de travaux signés non encore démarrés ainsi que les chantiers en cours d'exécution, dont la marge brute fin de chantier est négative, font l'objet de provisions pour Perte à Terminaison. Pour les chantiers en cours d'exécution, cette provision est reprise au fur et à mesure du dégageement de la marge négative au stade.

Provisions pour avantages au personnel

Les avantages au personnel comptabilisés concernent les primes attribuées à l'occasion de la remise des médailles d'ancienneté. La provision correspond aux versements probables liés aux salariés présents dans l'entreprise, en prenant en compte les gratifications qui risquent d'être versées et un taux d'actualisation.

La société procède également à l'évaluation de ses engagements en matière de retraite pour l'ensemble de son personnel à la clôture de chaque exercice selon « la méthode des unités de crédit projetées » qui tient compte du statut, de l'âge, de l'ancienneté acquise, de la probabilité de présence à la date de départ en retraite, des salaires et primes majorés d'un coefficient de charges sociales patronales, d'un taux d'inflation, d'un taux de revalorisation des salaires et d'un taux d'actualisation.

Ce traitement se traduit par une information dans les engagements hors bilan de l'annexe.

Dépréciation des éléments d'actif

Ces dépréciations traduisent la constatation, en fin d'exercice, d'une baisse de l'évaluation des éléments d'actif par rapport à la valeur nette comptable.

Leur estimation découle de la valeur d'inventaire déterminée en fonction d'éléments connus à la clôture de l'exercice.

Entrent dans cette catégorie de dépréciations :

- Dépréciation des immobilisations
- Dépréciation des créances rattachées à des participations
- Dépréciation des stocks
- Dépréciation des créances
- Etc...

Evaluation des stocks

Les stocks sont valorisés frais d'approche inclus au coût moyen pondéré lorsque les matériels stockés ne sont pas identifiables, au coût réel d'entrée en stock lorsqu'il s'agit d'éléments identifiables (appareils dotés d'un numéro de série).

Dettes et Créances en Monnaies Etrangères

Emprunts - Prêts - Factures fournisseurs et clients - Créances et dettes diverses :

L'évaluation de ces dettes et créances est effectuée sur la base du dernier cours de change précédant la date d'arrêté.

La différence constatée entre cette évaluation et le montant comptabilisé est directement inscrite à des comptes transitoires figurant au bilan.

La perte latente éventuelle est provisionnée à 100%.

Disponibilités libellées en monnaies étrangères

L'évaluation est faite sur la base du dernier cours de change précédant la date d'arrêté.

La différence constatée entre cette évaluation et le montant comptabilisé est directement inscrite à des comptes de résultat (perte ou gain de change).

Travaux d'entreprise

La méthode comptable utilisée pour comptabiliser le chiffre d'affaires et la marge des chantiers de construction est la méthode à l'avancement.

Elle est basée sur un taux d'avancement financier du chantier, c'est à dire sur le rapport entre les coûts des travaux exécutés à la date de clôture et le total prévisionnel des coûts d'exécution à la fin du chantier.

Transferts de charges

Les comptes 791 – Transferts de charges – sont ventilés en fonction de la nature de la charge transférée. Ces comptes de produits constatent des remboursements de charges de personnel, des sinistres et les transferts en charges exceptionnelles.

Résultat exceptionnel

Il constate les éléments constitutifs du résultat qui en raison de leur nature, de leur montant ou de leur fréquence ne peuvent être considérés comme faisant partie du résultat d'exploitation de la société.

En 2019, il est principalement constitué des coûts de restructuration relatifs aux plans de réorganisation et de productivité, ainsi que des mesures salariales annoncées au profit des salariés suite au changement d'actionnariat intervenu fin 2018.

Crédit d'Impôt Recherche

Les comptes présentés font état d'un Crédit d'Impôt Recherche de 803K€ au titre de l'exercice 2018. Dans les comptes arrêtés au 31 décembre 2018, il avait été comptabilisé un montant global pour des dépenses de recherches et des coûts de développement de 2 676k€.

Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi

La loi de finances pour 2018 a supprimé le crédit d'impôt compétitivité et emploi (CICE) à compter du 1er janvier 2019. A cette date le CICE est remplacé par une baisse pérenne de charges sociales employeurs.

Le CICE calculé sur la base des salaires versés en 2018 était comptabilisé en diminution des comptes de frais de personnel (compte 649 du PCG).

Pour mémoire, au titre de 2018, les comptes présentés faisaient état d'un montant de 7,8 M€.

Il a contribué à améliorer la compétitivité de la société et lui a permis de réaliser des efforts en matière d'investissement, de recherche et développement, de formation et de prospection commerciale sur de nouveaux marchés.

Fiscalité

Notre société est intégrée dans un périmètre d'intégration fiscale dont la société tête de groupe est :

HIME

11, Chemin de Bretagne

92130 ISSY LES MOULINEAUX

Notre société qui fait partie du périmètre de consolidation du Groupe HIME est consolidée selon la méthode de l'intégration globale dans les comptes de celui-ci.

En application du Décret n° 2008-1487 du 30 décembre 2008, l'information relative aux honoraires des commissaires aux comptes n'est pas communiquée dans cette annexe car elle est fournie dans l'annexe des comptes consolidés du groupe HIME.

Sous réserve de ce qui est dit précédemment, les principes retenues ainsi que les règles appliquées sont, dans leur ensemble, identiques à ceux connus jusqu'alors et ne font pas obstacle à la comparaison d'un exercice sur l'autre, des postes du Bilan et du Compte de Résultat.



L'année 2019 aura été une année de transition pour la Société avec le nouvel actionnaire du Groupe. Pour mémoire, le fonds d'investissement EQT Infrastructure est devenu le 30 novembre 2018 l'actionnaire quasi unique de HIME, société holding détenant directement et indirectement 100% du capital de Saur SAS.

Ce changement d'actionnaire vise à faire du Groupe (dont la Société en est le principal représentant) un pure player de l'eau de référence en France et à l'International.

L'année 2019 a permis de poser les bases de cette stratégie ambitieuse qui a vu également la nomination fin décembre de Patrick Bléthon comme nouveau Président Exécutif avec effet au 7 janvier 2020.

Prise de participation et prise de contrôle

La Société a souscrit à la constitution des sociétés :

- **ODANA** -- Société par Actions Simplifiées Unipersonnelle – à hauteur de 100% du capital de cette société, dont l'objet social est la gestion et l'exploitation de l'assainissement collectif à l'intérieur du périmètre couvrant les communes de Plancoët, Pleslin-Trivagou et Plumaudan (22).
- **SAUR SMART WATER** – - Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle – à hauteur de 100% du capital de cette société, dédiée à devenir la holding des activités « Smart » du Groupe (nouvelles technologies appliquées aux métiers de l'eau) (92)
- **CALITI** - Société anonyme d'économie mixte – à hauteur de 51% du capital de cette société, dont l'activité principale est la conception, la construction, le financement, l'exploitation et la maintenance d'un forage à l'Albien en vue de la production et la vente d'énergie géothermique ainsi que de l'eau brute résiduelle issue de l'activité de production de chaleur (78)

La Société a acquis les titres de la société :

- **CORREZE ENERGIES RENOUVELABLES** – Société Anonyme d'économie mixte – à hauteur de 12% du capital de cette société, dont l'objet social est le développement, la reprise, l'aménagement et l'exploitation, de manière directe ou indirecte, d'installations de production d'électricité utilisant des énergies renouvelables au sein du département de la Corrèze (19).

Refinancement de la dette

Le 30 novembre 2018, le fonds d'investissement EQT Infrastructure a conclu l'acquisition de HIME, société holding détenant SAUR. Ce changement d'actionnaire s'est accompagné d'un refinancement de la dette du Groupe : l'ancienne dette de refinancement de 2013 qui était à échéance au 27 septembre 2019 a entièrement été remboursé le 30 novembre 2018.

La Société dispose depuis le 30 novembre 2018 de capacités de tirage au travers :

- D'une ligne facilité CAPEX de 160 M€ pour financer des acquisitions et des investissements
- D'une ligne de Crédit Renouvelable d'un montant de 100 M€ permettant notamment de financer les besoins ponctuels liés à la saisonnalité du besoin en fonds de roulement.

Ces deux nouvelles lignes sont entièrement non utilisées au 31 décembre 2019, tout comme à fin 2018.

Evènement post clôture

Aucun évènement post-clôture pouvant avoir une incidence significative sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2019 n'est à signaler.

L'épidémie de Coronavirus qui s'est propagée à travers le monde début 2020 a commencé à avoir des impacts significatifs sur les activités du Groupe dont la Société fait partie à compter de mi-mars

continue d'assurer sa mission essentielle d'acteur de la gestion de l'eau, en France comme à l'étranger. Néanmoins, certaines activités seront impactées par l'épidémie ; il s'agit des activités d'ingénierie, de travaux et de loisirs, lesquelles représentent au total environ 30% du chiffre d'affaires du Groupe en 2019.

La Société sera directement concernée en fonction de son exposition à ces activités. Une baisse substantielle du chiffre d'affaires est ainsi à prévoir et la magnitude de la baisse dépendra d'une part de la date de fin des mesures de confinement et d'autre part de la vigueur de la reprise une fois la crise terminée.



INFORMATIONS SUR LE BILAN ET LE RESULTAT



A handwritten signature in black ink, appearing to be "M. M. M." followed by a flourish.

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	166 886 633		21 496 453
Terrains	7 190 637		158 565
Dont composants			
Constructions sur sol propre	18 288 621		10 402
Constructions sur sol d'autrui	2 062 367		
Const. Install. générales, agenc., aménag.	17 694 763		424 222
Install. techniques, matériel et outillage ind.	120 201 596		10 562 265
Installations générales, agenc., aménag.	146 533 864		17 138 303
Matériel de transport	44 534 071		663 949
Matériel de bureau, informatique, mobilier	37 595 322		1 294 627
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	41 496 206		8 656 507
Avances et acomptes	2 632		228 554
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	435 600 079		39 137 394
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	547 699 680		515 803
Autres titres immobilisés	636 830		
Prêts et autres immobilisations financières	11 937 594		1 085 089
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	560 274 104		1 600 892
TOTAL GENERAL	1 162 760 816		62 234 739

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES	-20 806 428	834 390	208 355 124	
Terrains	-202 872	115 179	7 436 895	
Constructions sur sol propre		1 188 580	17 110 443	
Constructions sur sol d'autrui			2 062 367	
Constructions, installations générales, agenc.	-206 685	192 043	18 133 627	
Installations techn., matériel et outillages ind.	-1 570 272	3 271 832	129 062 301	
Installations générales, agencements divers	-1 912 590	2 680 799	162 903 958	
Matériel de transport	-1 033 859	3 543 940	42 687 939	
Matériel de bureau, informatique, mobilier	-331 661	8 940 513	30 281 097	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	26 064 367	702 755	23 385 592	
Avances et acomptes		20 039	211 147	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	20 806 428	20 655 679	433 275 367	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations		48 000	548 167 483	
Autres titres immobilisés			636 830	
Prêts et autres immobilisations financières		27 737	12 994 946	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		75 737	561 799 259	
TOTAL GENERAL		21 565 806	1 203 429 750	



[Signature]

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT				
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	154 129 651	7 922 471	802 176	161 249 945
Terrains	3 379 339	280 172		3 659 510
Constructions sur sol propre	16 981 506	251 102	1 109 846	16 122 763
Constructions sur sol d'autrui	1 698 219	94 687		1 792 907
Constructions installations générales, agenc., aménag.	13 530 566	856 383	175 927	14 211 021
Installations techniques, matériel et outillage industriels	91 187 924	7 783 627	1 659 609	97 311 942
Installations générales, agenc. et aménag. divers	80 918 100	18 937 153	2 656 790	97 198 463
Matériel de transport	39 819 839	1 626 268	3 542 264	37 903 843
Matériel de bureau et informatique, mobilier	33 460 818	1 922 744	8 938 501	26 445 061
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	280 976 312	31 752 136	18 082 937	294 645 510
TOTAL GENERAL	435 105 962	39 674 606	18 885 114	455 895 455

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES							
Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
FRAIS ETBL AUT. INC.							
Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui							
- installations							
Install. Tech.							
Install. Gén.							
Mat. Transp.							
Mat bureau							
Embal récup.							
CORPOREL.							
Acquis. titre							
TOTAL							

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentation	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges	6 256 698	3 601 704	3 180 154	6 678 247
Provisions pour garanties données aux clients	460 427	1 183 000	320 577	1 322 851
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires	8 577 755	532 681		9 110 436
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations	108 922 619		6 654 203	102 268 416
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.	10 954 898	3 650 053	4 376 999	10 227 952
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	47 390 093	12 311 787	26 563 031	33 138 849
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	182 562 491	21 279 225	41 094 964	162 746 751
Dépréciations immobilisations incorporelles	3 600 000			3 600 000
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation	300 622 311	6 606 381		307 228 692
Dépréciations autres immobilis. financières	92 028	12 699		104 727
Dépréciations stocks et en cours				
Dépréciations comptes clients	34 168 750	34 173 718	21 902 033	46 440 436
Autres dépréciations	18 231			18 231
DEPRECIATIONS	338 501 320	40 792 799	21 902 033	357 392 086
TOTAL GENERAL	521 063 811	62 072 023	62 996 997	520 138 837
Dotations et reprises d'exploitation		32 653 178	38 970 709	
Dotations et reprises financières		12 716 080	133 000	
Dotations et reprises exceptionnelles		16 702 765	23 893 288	
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

RUBRIQUES	Reprise Exploitation	Reprise Financière	Reprise Exceptionnel	TOTAL REPRISES
Provisions autres litiges	1 050 425			1 050 425
Provisions litiges avec le personnel	575 608			575 608
Provisions franchises accidents	1 554 120			1 554 120
Provisions pour litiges	3 180 153	0	0	3 180 153
Provisions pour garanties	320 577			320 577
Provisions pour avantage au personnel durant l'emploi				0
Provision pour renouvellement MEM garantie	6 654 203			6 654 203
Provisions pour entretiens différés	4 377 000			4 377 000
151600 - Provisions risques filiales NC		133 000		133 000
158000 - Autres provisions pour charges NC	536 516		22 568 026	23 104 542
151800 - Autres provisions pour risques NC	2 000 227		1325262.35	3 325 489
158002 - Provisions charges de fin de chantier Ct				0
Autres provisions pour risques et charges	2 536 743	133 000	23 893 288	26 563 031
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	17 068 676	133 000	23 893 288	41 094 965
Dépréciation titres de participations				0
Dépréciation comptes clients	21 902 032			21 902 032
DEPRECIATIONS	21 902 032	0	0	21 902 032
TOTAL GENERAL	38 970 708	133 000	23 893 288	62 996 997

Utilisation de la provision	Provision devenue sans objet	TOTAL UTILISATIONS
954 284	96 141	1 050 425
158 280	417 328	575 608
388 572	1 165 548	1 554 120
1 501 137	1 679 017	3 180 154
320 577	0	320 577
	0	0
6 654 203	0	6 654 203
4 296 824	80 176	4 377 000
	133 000	133 000
15 497 005	7 607 537	23 104 542
2 166 566	1 158 923	3 325 489
	0	0
17 663 571	8 899 460	26 563 031
30 436 311	10 658 654	41 094 965
		0
21 902 032		21 902 032
21 902 032	0	21 902 032
52 338 343	10 658 654	62 996 997

Relations avec les entreprises liées

NATURE	MONTANTS
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	548 167 483
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles	
Participations	
Créances rattachées à des participations	
Prêts	
Autres	
CREANCES	
Avances et acomptes versés sur commandes	
Créances clients et comptes rattachés	28 164 955
Autres créances	167 151 506
Capital souscrit appelé, non versé	
PASSIF	
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	8 800 000
Avances et acomptes reçus sur commandes	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 368 147
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	14 273 639
ELEMENTS FINANCIERS	
Produits de participation	11 688 274
Autres produits financiers	114 189
Charges financières	
Dépréciations des immobilisations financières (dotations - reprises)	(6 606 381)
Autres provisions pour risques financiers (dotations - reprises)	(5 976 699)



[Signature]

Charges à payer et produits à recevoir

CHARGES A PAYER	TOTAL DE LA RUBRIQUE	DONT CHARGES A PAYER
DETTES FINANCIERES	10 183 712	168 476
DETTES D'EXPLOITATION		
Fournisseurs et comptes rattachés	180 102 333	140 541 241
Dettes fiscales et sociales	187 113 475	90 600 416
Autres dettes d'exploitation	521 219 408	367 877 579
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	22 657 811	17 829 637
Dettes fiscales		
Autres dettes diverses	15 712 439	
TOTAL TTC	936 989 178	617 017 349
A déduire : TVA sur factures non parvenues et avoirs à établir		(17 479 115)
TOTAL HT	936 989 178	599 538 234

PRODUITS A RECEVOIR	TOTAL DE LA RUBRIQUE	DONT PRODUITS A RECEVOIR
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	254 465 839	
CREANCES D'EXPLOITATION		
Clients et comptes rattachés	852 764 096	734 518 940
Autres créances d'exploitation	61 335 484	219 798
CREANCES DIVERSES	168 297 184	185 150
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT		
DISPONIBILITES		
TOTAL TTC	1 336 862 603	734 923 888
A déduire : TVA sur CA sur factures à établir et avoirs non parvenus		(43 265 251)
TOTAL HT	1 336 862 603	691 658 637

Charges et produits constatés d'avance

	CHARGES	PRODUITS
Charges ou produits d'exploitation	36 796 693	18 896 572
Charges ou produits financiers		
Charges ou produits exceptionnels		
TOTAL	36 796 693	18 896 572



[Signature]

Charges à répartir

NATURE DES CHARGES A REPARTIR	TOTAL	Taux d'amortissement	Amortissements cumulés	NET
TOTAL				

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	11 480 325	12 699	11 467 626
Autres immobilisations financières	1 514 620		1 514 620
Clients douteux ou litigieux	88 465 094	88 465 094	
Autres créances clients	810 739 438	810 739 438	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	413 718	413 718	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	162 771	162 771	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	50 919 215	50 919 215	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés	219 798	219 798	
Etat, autres collectivités : créances diverses	8 596 134	8 596 134	
Groupe et associés	167 151 507	167 151 507	
Débiteurs divers	2 187 757	2 187 757	
Charges constatées d'avance	36 796 693	36 796 693	
TOTAL GENERAL	1 178 647 070	1 165 664 824	12 982 246
Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	1 383 712	1 383 712		
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine	8 800 000		8 800 000	
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	180 102 333	180 102 333		
Personnel et comptes rattachés	56 018 713	56 018 713		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	33 192 064	33 192 064		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	89 283 382	89 283 382		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	8 619 317	8 619 317		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	22 657 811	22 657 811		
Groupe et associés	14 273 639	14 273 639		
Autres dettes	522 658 208	522 658 208		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	18 896 572	18 896 572		
TOTAL GENERAL	955 885 750	947 085 750	8 800 000	
Emprunts souscrits en cours d'exercice	10 000 000			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	10 000 000			
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

Créances et dettes représentées par des effets de commerce

POSTES DU BILAN	MONTANTS
- Avances et acomptes versés sur commandes	
- Clients et comptes rattachés	2 084
- Disponibilités	
- Avances et acomptes reçus sur commandes	
- Dettes fournisseurs et comptes rattachés	
- Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	



[Signature]

Ecarts de conversion

ECARTS DE CONVERSION EN EUROS D'ELEMENTS CHIFFRES EN DEVISES

COURS EMPLOYES POUR LA CONVERSION DES DETTES ET CREANCES EN DEVISES ETRANGERES		
Devises	Date du cours de conversion	Cours en Euro

COMPTES CONCERNES		ECARTS DE CONVERSION	
N° de Compte	Libellés	Actif	Passif
TOTAL			



[Signature]

Impositions différées

NATURE	Début de l'exercice		Variations		Fin de l'exercice	
	ACTIF (1)	PASSIF (2)	Augmentations	Diminutions	ACTIF (1)	PASSIF (2)
PROVISIONS REGLEMENTEES						
- Amortissements dérogatoires						
- Provisions pour investissement						
CHARGES NON DEDUCTIBLES TEMPORAIREMENT						
- Congés payés						
- Participation des salariés	3 035 974			3 035 974		
- Organic	2 207 426		2 232 127	2 207 426	2 232 127	
- Effort de construction						
- Compte Epargne Temps	10 154 254		993 531		11 147 785	
- Autres provisions non déductibles						
- Plus-values de fusion						
TOTAL	15 397 654		3 225 658	5 243 400	13 379 912	

(1) Charge fiscale déjà payée : situation fiscale différée active

(2) Charge future d'impôt : situation fiscale différée passive

Les montants retenus concernent les bases d'imposition. Pour obtenir les impôts correspondants, il convient d'y appliquer les taux d'imposition appropriés.



[Signature]

Incidence des évaluations fiscales dérogatoires

RUBRIQUES	DOTATION	REPRISE	MONTANT
RESULTAT DE L'EXERCICE			18 162 760
Impôts sur les bénéfices			7 564 374
RESULTAT AVANT IMPOT			25 727 134
- Provision pour investissements			
- Provisions sur immobilisations			
- Provisions sur autres actifs			
- Amortissements dérogatoires			
- Provision spéciale de réévaluation			
- Plus-values réinvesties			
- Autres évaluations dérogatoires			
TOTAL			
RESULTAT HORS EVALUATIONS FISCALES DEROGATOIRES AVANT IMPOT			25 727 134



[Signature]

Composition du capital social

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	4 854 483			
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

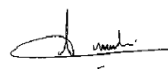


Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		153 479 513
Distributions sur résultats antérieurs		90 536 108
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		62 943 405
Variations en cours d'exercice	En moins	En plus
Variations du capital		
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves		
Variations des subventions d'investissement	63 667	
Variations des provisions réglementées		
Autres variations		90 050 660
Résultat de l'exercice		18 162 760
SOLDE		108 149 753
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		171 093 158

Ventilation du chiffre d'affaires

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/12/2019	Total 31/12/2018	%
EAU ET ASSAINISSEMENT	1 243 631 578		1 243 631 578	1 210 221 141	2,76 %
TRAVAUX	171 892 775		171 892 775	147 710 391	16,37 %
AUTRES PRESTATIONS	38 258 756		38 258 756	46 008 051	-16,84 %
TOTAL	1 453 783 109		1 453 783 109	1 403 939 583	3,55 %

Page 35



ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS



A handwritten signature in black ink, appearing to be "M. M. M." followed by a flourish.

INFORMATIONS SUR LES FILIALES ET PARTICIPATIONS

FILIALES et PARTICIPATIONS	INFORMATIONS FINANCIERES	CAPITAL	QUOTE-PART DE CAPITAL DETENU	VALEUR COMPTABLE DES TITRES DETENUS		PRETS ET AVANCES CONSENTIS ET NON REMBOURSES	CAUTIONS ET ET AVALS DONNES PAR LA SOCIETE	CHIFFRES D'AFFAIRES HT DE L'EXERCICE	RESULTAT : BENEFICE OU PERTE DE L'EXERCICE	DIVIDENDES ENCAISSES PAR LA SOCIETE DANS L'EXERCICE	OBSERVATIONS
				BRUTE	NETTE						
(1) (2) (2) (2) (2) (2) (2) (2)											
A - RENSEIGNEMENTS DETAILLES CONCERNANT LES FILIALES ET LES PARTICIPATIONS CI-DESSOUS											
1 - Filiales (détail) capital détenu > 50%											
FRANCE											
ACCM ASSAINISSEMENT		100 000	100.00%	100 000	100 000			5 035 803	333 934	41 770	
ACCM EAU		200 000	100.00%	200 000	200 000			5 726 713	115 782		
AGGLOPOLE PROVENCE ASSNT		200 000	100.00%	200 000	200 000			7 147 583	105 902	223 604	
ALLIANCE ENVIRONNEMENT HOLDING		9 586 549	96.40%	21 107 663	21 107 663			1 580 000	1 427 521	2 912 378	
ASSUR ANALYSE MESURES		8 000	100.00%	708 000	708 000			2 044 114	112 797		
BIOVALOR		100 000	100.00%	1 165 678	1 165 678			847 350	139 742	96 527	
BLUE GREEN EUROPEAN HOLDING		20 040 162	100.00%	35 817 877	9 050 877			-	(278 205)		
CALITI		850 594	51.00%	433 803	433 803			-	-		
CBSE		3 506 000	50.00%	1 753 164	1 753 164			4 528 093	708 158	328 900	
CGSP		1 067 140	100.00%	3 763 722	-			9 623 055	(1 667 898)		
CIE DES EAUX DE ROYAN		1 792 000	76.36%	21 518 089	12 918 089			28 891 239	1 193 087	1 769 225	
CIE DINARDAISE DES EAUX		15 000	99.80%	15 214	15 214			4 512 786	917 086		
CISE REUNION		152 440	100.00%	12 484 873	5 984 873			32 288 990	(1 409 428)		
CISE TP		463 712	100.00%	1 741 046	-			94 593 779	(5 742 298)		
EAUX DE DINAN ASSAINISSEMENT		320 000	60.00%	192 000	192 000			4 534 063	135 936		
EAU DE GARONNE		300 000	100.00%	300 000	300 000			17 424 167	694 837		
ECOSTATION		50 000	100.00%	50 000	50 000			14 068 290	1 427 940	1 675 000	
EVI - SCET		30 510	100.00%	7 961	-			1 729 187	(73 907)		
FINPEX		973 860	100.00%	1 768 409	1 098 409			-	115 903		
GEM - Gestion des Eaux de Montauban		100 000	100.00%	100 000	-			4 708 040	(87 450)		
GESAV - Gestion des Eaux de Valenciennes		100 000	100.00%	100 000	100 000			12 791 738	276 493	182 232	
GRIM'HOLD		200 000	100.00%	200 000	200 000			-	39 759		
HYDROSERVICE DE L'OUEST		225 000	100.00%	564 125	564 125			5 899 956	137 835	170 250	
IMAGEAU		1 449 272	100.00%	1 054 016	1 054 016			1 264 644	13 507		
MACHEIX		40 000	100.00%	1 618 792	-			2 491 121	(142 059)		
ODANA		50 000	100.00%	50 000	50 000			-	-		
SAINT AFFO		300 000	55.00%	165 000	165 000			1 350 832	99 640		
SATEG		40 000	100.00%	5 000 665	5 000 665			13 852 004	875 180	1 578 779	
SAUREA		2 365 000	99.99%	2 364 878	2 364 878			-	-		
SAUR INTERNATIONAL		15 000 000	100.00%	333 843 460	124 529 460			37 898	(2 258 831)		
SAUR LOISIRS		8 000	100.00%	8 000	-			-	(123 833)		
SAUR RELAIS		1 500	99.00%	1 509	1 509	147 764 384		-	-		
SE3R (Service des eaux des 3 Rivières)		50 000	100.00%	50 000	50 000			10 412 164	1 078 821	958 140	
SEBRIC		38 000	65.00%	175 939	175 939			-	366		
SEUDID		1 064 000	50.00%	358 617	358 617			1 401 563	82 700	524 272	
SEPIG		150 000	89.77%	9 797 420	4 500 020			9 915 494	1 054 784	1 226 518	
SGEF		50 000	51.00%	25 500	25 500			-	(2)		
SMART WATER		5 000	100.00%	5 000	5 000			-	(251 109)		
SMDS		445 580	100.00%	1 847 209	-			14 908 677	(834 934)		
SNC LES COLLINES		100	99.00%	95 450	-			811 229	-		
STEREAU		5 000 000	100.00%	73 750 000	34 000 000			32 668 596	12 819 582		
SUDEAU		200 000	100.00%	200 000	-			19 345 750	133 456		
TECHNI-VISION		15 245	100.00%	10 000	-			486 489	(48 619)		
TERRE DES 3 FRERES		100 000	100.00%	100 000	100 000			956 222	(136 516)		
ETRANGER											
2 - Participations (détail) 10% < capital < 50%											
FRANCE											
BAYOL		40 000	40.00%	1 944 360	1 044 360			12 898 627	(555 070)		
CORREZE ENERGIES RENOUVELABLES		225 000	12.00%	27 000	27 000			-	-		
ENTENTE ORLEANAISE		169 860	17.58%	39 312	39 312			-	-		
PAU CULTURE		40 000	19.84%	7 561	7 561			-	-		
SEMILOM		480 000	24.17%	110 526	110 526			-	-		
STE DES EAUX DU HAUT BUGEY		50 000	19.90%	9 950	9 950			-	-		
ETRANGER											
EMALSA		28 248 000	33.00%	11 214 749	11 214 749			51 527 637	6 346 508		
B - RENSEIGNEMENTS GLOBAUX CONCERNANT LES AUTRES FILIALES OU PARTICIPATIONS											
3 - Filiales											
a. filiales françaises				150	150					594	
b. filiales étrangères				1 096	1 096						
4 - Participations											
a. dans sociétés françaises				292 192	162 052	18 231					
b. dans sociétés étrangères					-						
(1) Dans la Devise Locale											
(2) En Euros											



[Signature]

Effectii moyeni

Effectifs	Personnel salarié	Personnel à disposition de l'entreprise
CADRES	978	
ETAM	4 319	
TOTAL	5 297	

Rémunération des organes de direction et des dirigeants

Rubriques	Organes		
	Administration (1)	Direction (2)	Surveillance (3)
- Avances allouées - Crédits alloués - Rémunérations allouées (4)	N E A N T		

(1) Conseil d'Administration, Gérant majoritaire ou minoritaire, Associés de Société en Nom Collectif, Membres de Société En Participation et Société de fait

(2) Président-Directeur Général

(3) Conseil de Surveillance

(4) La rémunération des organes de direction et d'administration n'est pas indiquée, conformément au décret n° 94-663, car elle conduirait indirectement à communiquer une rémunération individuelle.



[Signature]

Rubriques		Montant hors bilan
Effets escomptés non échus		
Avals et cautions		58 528 032
Engagements en matière de pension		45 670 000
Autres engagements donnés		18 275 000
AUTRES - (Voir annexe page 3x)		
- Dette du groupe		
- Garantie en faveur de SAUR GLASGOW SERVICES	10 050 000	
- Garantie en faveur de SAUR ICC	2 225 000	
- Contre-garantie bancaire pour le compte de GESTAGUA	6 000 000	
TOTAL		122 473 032



SAUR

Société par actions simplifiée au capital de 101.529.000 €
Siège social : 11 chemin de Bretagne, 92130 ISSY LES MOULINEAUX
339 379 984 - R.C.S. NANTERRE

DECISIONS DES ASSOCIES DU 24 JUIN 2020

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2019

DECISION D'AFFECTATION DU RESULTAT

Les associés, après avoir constaté l'existence d'un bénéfice net de 18.162.759,79 €, décident de l'affecter de la façon suivante :

- Bénéfice de 18.162.759,79 €
- Affectation en compte report à nouveau 18.162.759,79 €

Dont le montant créditeur passe de 40.086.745,08 € à 58.249.504,87 €

Conformément aux dispositions légales, les associés prennent acte de ce qu'il a été distribué au titre des trois derniers exercices les dividendes suivants (en euro par action libérée) :

EXERCICES	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2016
DIVIDENDE (en €) par action	18,65	6.25	8.30

Certifié conforme,

Le Président

DocuSigned by:
 **Patrick BLETHON**
5C4D91A49FB0479...

